



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 12 décembre 2017**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2017 – 260**

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU**

**AVENANT N°3 AU CONTRAT DE DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 5 décembre 2017, s'est réuni le mardi 12 décembre 2017 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

**PRESENTS** : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO-GROS, Ali AMRANE, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Corinne SANJUAN.

**PART EN COURS DE SEANCE** :

- Monsieur Pascal PELLEGRINO (prend part aux délibérations N°210 à N°266)
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE (prend part aux délibérations N°210 et 267 à 284)
- Monsieur Franck BARBEY (prend part aux délibérations N°210 à N°215)
- Madame Magali CONESA (prend part aux délibérations N°210 à N°280)

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Cyril DAUPHOUD
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Annie OGGERO-MAIRE
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Mékia-Nora ADDAD
- Madame Frédérique CATTART

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Madame Aline BOURDAIRE (prend part aux délibérations N°267 à N°284)

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Madame Catherine BUTTY
- Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Patricia ROBIN
- Monsieur PELLEGRINO à Madame Nicole NUTINI
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Claude MASCARELLI
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Annie DUVAL
- Madame Annie OGGERO MAIRE à Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Monsieur Jean-François LAPORTE à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Valérie DAVID
- Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Christophe MOREL
- Monsieur Guillaume MELOT à Madame Imen CHERIF
- Madame Mékia-Nora ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Magali CONESA à Monsieur Damien VOARINO
- Madame Frédérique CATTART à Monsieur Ludovic BROSSY

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 07 novembre 2017.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 12 DECEMBRE 2017

SERVICE PUBLIC DE L'EAU  
AVENANT N°3 AU CONTRAT DE DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La Ville de Grasse a souhaité engager une négociation avec le délégataire du service public de l'Eau, SUEZ, afin d'offrir une meilleure qualité du service rendu à l'utilisateur et d'optimiser la tarification du délégataire. Les résultats de cette négociation sont intégrés dans l'avenant n°3 au contrat de D.S.P. qu'il convient à présent de valider.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Direction de l'eau et de l'assainissement	Sans incidence financière	

Madame Nicole NUTINI expose :

Vu le contrat de D.S.P. n° 060690001.12 du Service Public de l'Eau Potable enregistré en sous-préfecture le 17 octobre 2012, ayant pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2013, l'avenant n°1 enregistré en sous-préfecture le 3 décembre 2013 et l'avenant n°2 enregistré en sous-préfecture le 10 août 2016,

Vu l'article 36 du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016, relatif aux modifications des contrats de concession,

Considérant que dans le cadre d'une renégociation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau potable, celle-ci a abouti à des modifications ayant pour objets, d'une part, d'améliorer la qualité du service rendu à l'utilisateur et, d'autre part, de diminuer le tarif de ce service (conformément à l'article 6 du présent avenant), engendrant de ce fait une baisse du chiffre d'affaire du contrat initial.

Les évolutions, proposées au présent avenant n°3, concernent :

- L'adéquation des missions du service aux constats de terrain opérés et l'optimisation de la performance des réseaux de distribution : amélioration de la performance des réseaux avec un rendement à 85% dès 2022 au lieu de 2032, réalisation d'opérations supplémentaires de recherche de fuites terrain, suspension du Fond d'individualisation, suspension de la participation à la Loi Oudin-Santini à partir de l'exercice 2018 ;
- La prise en compte d'outils modernes pour la maîtrise de la ressource en eau par l'utilisateur et une meilleure gouvernance pour la Collectivité : déploiement du service « Alerte fuite » à l'ensemble des usagers du service pour réduire les pertes d'eau, mise en œuvre de la solution logicielle « Aquadvanced® » d'optimisation temps réel de la distribution et remplacement de la plateforme logicielle S.E.V.E par « Tout Sur Mes Services® » auprès de la Collectivité ;
- La modification du plan de renouvellement patrimonial des canalisations tenant compte des opérations réalisées et des besoins moyens termes mis en avant dans le cadre des opérations d'urbanisme de la Ville : quitus des opérations réalisées au 31 décembre 2017 et nouveau programme prévisionnel valorisé pour la période résiduelle du contrat. Pour cette dernière celle-ci consiste à remplacer l'actuel valorisation en fonction du bordereau des prix unitaire par une valorisation des dépenses effectives de

renouvellement fonctionnel engagées par le Délégataire comme suit : prise en compte des dépenses de charges de personnels, de sous-traitances, de fournitures, directement affectables à la réalisation de ces opérations, et affectation d'un coefficient de charges indirectes de 15 % (frais de pilotage, d'encadrement et frais généraux)

- Le reversement à l'économie du contrat des aménagements ainsi opérés dans le bilan quinquennal partagé, conduisant à la baisse du tarif.

Considérant qu'en vertu de l'article 36 du décret 2016-84 du 1<sup>er</sup> février 2016, le montant des modifications citées ci-avant étant inférieures au seuil européen et à 10 % du montant du contrat initial, lesdites modifications sont qualifiées de non-substantielles,

En effet, l'ensemble de ces modifications au contrat engendre une baisse du chiffre d'affaire du délégataire d'environ 300 000 euros / an représentant environ 3.12% du chiffre d'affaire total sur la durée du contrat.

Considérant que la formule d'actualisation de la rémunération du délégataire comprend l'indice du prix moyen d'achat d'eau dont la charge n'est plus affectée à l'économie du service,

Il est proposé au Conseil Municipal de modifier le contrat de D.S.P. du Service de l'Eau Potable, par un avenant n°3, intégrant les évolutions précitées.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 28 novembre 2017,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'avenant n°3 au contrat de Délégation du Service Public de l'Eau Potable tel qu'annexé à la présente ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer cet avenant, ainsi que tous documents s'y rapportant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 39 voix pour, 6 abstentions :  
Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame CONESA, Monsieur BROSSY (2 voix), Monsieur VOARINO.